

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

8 novembre 2023

P JL DE FINANCES DE FIN DE GESTION POUR 2023 - (N° 1818)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

**AMENDEMENT**

N ° 207

présenté par

M. Califer, M. Baptiste, M. Hajjar, M. Naillet, M. Vallaud, M. Aviragnet, Mme Battistel, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Guedj, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés

-----

**ARTICLE 5****ÉTAT B****Mission « Outre-mer »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>Autorisations d'engagement suppl. ouvertes</b>	<b>Autorisations d'engagement annulées</b>	<b>Crédits de paiement suppl. ouverts</b>	<b>Crédits de paiement annulés</b>
Emploi outre-mer	0	0	0	0
Conditions de vie outre-mer	+2 000 000	0	+2 000 000	0
<b>TOTAUX</b>	+2 000 000	0	+2 000 000	0
<b>SOLDE</b>	+2 000 000		+2 000 000	

## EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à étendre les mesures mises en place en matière de gestion des sargasses en Martinique à l'ensemble des territoires ultramarins concernés par le phénomène.

Les algues sargasses touchent l'ensemble des littoraux des Caraïbes. Elles s'accumulent sur les plages et salissent ports et plages, affectant ainsi l'activité touristique et diminuant les ressources halieutiques. Elles dégagent des substances extrêmement nocives ou nauséabondes, comme le sulfure d'hydrogène (H<sub>2</sub>S) et l'ammoniac. En France, les territoires de Martinique, de Guadeloupe et de Saint-Martin sont concernés.

L'action la plus efficace pour lutter contre les sargasses et leurs conséquences économiques, sanitaires et sociales et de procéder à leur collecte en mer, avant qu'elles ne puissent avoir le temps de s'accumuler sur les plages.

En Martinique, l'État prend en charge les frais de collecte en mer, expérimentation engagée en Martinique avec la passation par l'État (compétent pour la collecte en mer) d'un accord-cadre.

Il convient d'étendre ce dispositif à l'ensemble des territoires concernés par le phénomène des sargasses dès ce projet de loi de finances, à savoir la Guadeloupe et Saint-Martin.

Afin d'assurer la recevabilité financière de cet amendement il est donc proposé de majorer de 2 millions d'euros, en autorisations d'engagements et en crédits de paiement, les crédits de l'action 02 « Aménagement du territoire » du programme n° 123« Conditions de vie outre-mer »